

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cité administrative – Bâtiment Territoires  
19, rue de Ciron  
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 28/02/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20 février 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **ZINQ TOULOUSE SAS**

ZI des Terres Noires  
81370 Saint-Sulpice-la-Pointe

Références : 81-RA-2023-24  
Code AIOT : 0006802323

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20 février 2023 dans l'établissement ZINQ TOULOUSE SAS implanté ZI des Terres Noires sur le territoire de la commune de Saint-Sulpice-la-Pointe (81370). L'inspection a été annoncée le 7 février 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Plusieurs faits non-conformes ont été relevés lors de la précédente inspection réalisée le 13 mai 2022 notamment au regard :

- de l'absence d'éléments d'information concernant le dimensionnement du bassin de confinement des eaux d'extinction incendie ;
- du non-fonctionnement des dispositifs d'évacuation naturelle de fumée et de chaleur (DENFC) au sein de l'atelier de centrifugation.

Suite à cette inspection, l'exploitant a été mis en demeure par arrêté préfectoral en date du 11 juillet 2022 de se mettre en conformité dans un délai de 4 mois.

L'inspection a été réalisée afin de vérifier le respect de l'arrêté de mise en demeure.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ZINQ TOULOUSE SAS
- ZI des Terres Noires 81370 Saint-Sulpice-la-Pointe
- Code AIOT : 0006802323
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société GALVACIER SAS vient de changer de dénomination sociale suite au rachat par le groupe industriel ZINQ FRANCE en début d'année 2023. Il n'y a pas de changement de SIREN/SIRET, par conséquent, il ne s'agit pas d'un changement d'exploitant mais uniquement d'un changement de nom d'établissement, désormais dénommée ZINQ TOULOUSE SAS.

Pour autant, l'exploitant devra signaler ce changement auprès des services de la préfecture du Tarn afin d'assurer la traçabilité des actes administratifs au profit de la société ZINQ TOULOUSE SAS.

L'exploitant est également soumis à l'obligation de garanties financières au titre de l'article R. 516-1-5° du code de l'environnement pour un montant de 130 648 € (acte de cautionnement solidaire n° 372187 de la société ATRADIUS valable jusqu'au 30 juin 2024). Une démarche identique devra être réalisée pour l'acte de cautionnement solidaire puisque ce dernier est établi au nom de la société GALVACIER. L'exploitant transmettra ; dans les meilleurs délais, le nouvel acte de cautionnement solidaire au préfet du Tarn.

Cet établissement est implantée à Saint-Sulpice-la-Pointe depuis 1988. Il est spécialisé dans la galvanisation à chaud de pièces en acier, opération qu'il réalise en sous-traitance de nombreux clients dans le domaine du BTP, de l'agriculture, du mobilier urbain, etc. Treize autres établissements de galvanisation sont positionnés sur l'ensemble du territoire français appartenant tous au groupe ZINQ FRANCE.

L'établissement de Saint-Sulpice-la-Pointe emploie actuellement 42 salariés. Deux équipes de 13 personnes sont rattachées à la production qui fonctionne en 2x8 (4h30-12h / 12h-19h30).

Les opérations de galvanisation traitent entre 800 à 1000 tonnes d'acier par mois, soit une consommation mensuelle de zinc comprise entre 40 à 60 tonnes. Deux zones distinctes sont présentes au sein de l'établissement permettant le traitement des pièces en fonction de leur dimension :

- la zone des grands bains (8 mètres) où les pièces de grande longueur sont accrochées sur des cadres métalliques ;
- l'atelier de centrifugation où les pièces sont placées dans des tonneaux.

La galvanisation à chaud nécessite des opérations préalables en vue de la préparation des pièces, à savoir :

- le dégraissage qui va dissoudre les huiles de coupe, les graisses et les corps gras par immersion dans un bain contenant de l'acide phosphorique dilué ;
- le décapage permettant l'élimination des traces de rouille et de calamine par immersion dans un bain contenant de l'acide chlorhydrique dilué ;
- le fluxage qui va apporter une meilleure « accroche » du zinc sur l'acier par immersion dans un bain contenant des chlorures de zinc et d'ammonium.

La société ZINQ TOULOUSE SAS, par changement de dénomination sociale de la société GALVACIER SAS, est régie par l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2008 modifié autorisant la poursuite du fonctionnement de l'unité de galvanisation et de l'atelier de traitement de surface, complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires en date du :

- 14 août 2014 relatif à la constitution des garanties financières ;
- 3 mars 2017 actualisant le tableau de classement des activités exercées et les prescriptions techniques.

L'établissement est à enjeux au sens de l'instruction technique relative au plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées car, il est soumis à la directive sur les émissions industrielles (IED) au regard des rubriques 3230.c et 3260.

Le thème de visite retenu est le respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 juillet 2022.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Confinement des eaux incendie – dimensionnement	AP de mise en demeure du 11 juillet 2022 article 1 <sup>er</sup>	Avec suites, mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
2	Désenfumage – présence de DENFC	AP de mise en demeure du 11 juillet 2022 article 2	Avec suites, mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a transmis, dans les délais impartis par l'arrêté préfectoral de mise en demeure, à l'inspection des installations classées les documents et rapports techniques concernant :

- le dimensionnement du bassin de confinement des eaux d'extinction incendie ;
- le remplacement des anciens dispositifs d'évacuation naturelle de fumée et de chaleur (DENFC) au sein de l'atelier de centrifugation.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Confinement des eaux incendie – dimensionnement

<b>Référence réglementaire :</b> AP de mise en demeure du 11/07/2022, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Étude de dimensionnement du bassin de confinement des eaux d'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé lors de la visite d'inspection du 13/05/2022</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suites qui avaient été actées : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 11/10/2022</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La société GALVACIER SAS, située ZI des Terres Noires à Saint-Sulpice-la-Pointe est mise en demeure de respecter, sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 9 (dimensionnement du bassin de confinement ou tout autre dispositif) de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement.</p>
<b>Constats :</b> <p>Par courrier en date du 6 octobre 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport relatif au dimensionnement :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- des besoins en eau nécessaires pour la défense incendie ;</li><li>- du dispositif de confinement des eaux d'extinction incendie.</li></ul> <p>Ce rapport conclut, après analyse de deux configurations possibles, que les besoins en eau nécessaires pour la défense incendie du bâtiment principal abritant les activités de traitement de surface sont de 480 m<sup>3</sup>. Après échanges avec le DSIS, il s'avère que cette configuration comportant 3 surfaces de référence ne peut pas être retenue car, le bâtiment principal et la zone de stockage des cuves/déchets ne sont pas distantes d'au moins 10 mètres. De ce fait, il convient de prendre en considération la configuration comportant 2 surfaces de référence.</p> <p>Par conséquent, les besoins en eau d'extinction incendie définis dans le rapport DEKRA (1ère configuration – 2 surfaces de référence) doivent être retenus, à savoir : 300 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures.</p> <p>Ces eaux ainsi que les eaux pluviales de ruissellement de la zone en feu devront être confinées au sein de l'établissement. L'exploitant ayant choisi de confiner une partie de ces eaux dans une (ou deux) cuve(s) tampon de la station de traitement des eaux pluviales du site, il convient de prendre en compte la superficie totale du site estimée à environ 17 000 m<sup>2</sup>, soit 170 m<sup>3</sup> d'eaux pluviales (ratio de 10 litres/m<sup>2</sup> de surface imperméabilisée).</p> <p>Ce volume de 770 m<sup>3</sup> d'eau (600 m<sup>3</sup> + 170 m<sup>3</sup>) sera confiné en partie :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- dans une (ou deux) cuves de 225 m<sup>3</sup> de la station de traitement des eaux pluviales du site ;</li><li>- dans la rétention des bains de traitement de surface disposant d'un volume disponible, après prise en compte de 50 % de la totalité du volume des bains de traitement de surface, de 190 m<sup>3</sup> à 200 m<sup>3</sup>.</li></ul> <p>Un ouvrage de confinement supplémentaire devra être mis en place afin de compléter les dispositifs existants.</p>

<p><b>Observations :</b></p> <p>L'étude de dimensionnement des besoins en eau nécessaires pour la défense extérieure contre l'incendie propose 2 configurations dont une comprenant un zonage avec 2 surfaces de référence :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le bâtiment principal, une partie des stockages extérieurs et la zone de stockage des cuves/déchets avec un besoin en eau de 300 m<sup>3</sup>/h ;</li> <li>- l'atelier maintenance, l'accueil transporteur et le reste du stockage extérieur avec un besoin en eau de 60 m<sup>3</sup>/h.</li> </ul> <p>Cette configuration permet de prendre en compte l'incendie généralisé du bâtiment abritant les activités de traitement de surface, soit un besoin maximum en eau de 600 m<sup>3</sup> pour une intervention de 2 heures (2 × 300 m<sup>3</sup>/h). En accord avec le SDIS, il a été convenu que la disponibilité des moyens en eau devait respecter la répartition suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1/3 des besoins (100 m<sup>3</sup>/h) est placé à moins de 200 m de l'entrée du bâtiment principal ;</li> <li>- 2/3 des besoins (200 m<sup>3</sup>/h) est placé à moins de 400 m de l'entrée du bâtiment principal ;</li> <li>- 3/3 des besoins (300 m<sup>3</sup>/h) est placé à moins de 800 m de l'entrée du bâtiment principal.</li> </ul> <p>Il s'avère qu'à moins de 200 m de l'entrée du bâtiment principal, un seul poteau incendie existant est présent (n° 816001) disposant d'un débit de 51 m<sup>3</sup>/h.</p> <p>Afin de compléter les besoins en eau (49 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures), l'exploitant devra installer une réserve d'eau incendie en citerne souple sur son terrain.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Désenfumage – présence de DENFC

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 11/07/2022, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage – présence de DENFC
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 13/05/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 11/11/2022</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société GALVACIER SAS, située ZI des Terres Noires à Saint-Sulpice-la-Pointe est mise en demeure de respecter, sous 4 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 3-II (présence de dispositifs d'évacuation naturelle de fumée et de chaleur : DENFC) de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, il a été procédé à la vérification du bon fonctionnement des nouveaux dispositifs d'évacuation naturelle de fumée et de chaleur (DENFC), par déclenchement de la commande manuelle.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Par courrier en date du 7 novembre 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les justificatifs (factures, rapport d'essais de bon fonctionnement) relatifs au remplacement des dispositifs d'évacuation naturelle de fumée et de chaleur ainsi que des tuyaux en cuivre d'alimentation pneumatique du système de désenfumage au sein de l'atelier de centrifugation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet